

**Vision commune, volonté commune :
Ensemble choisissons le futur de notre monde.**

Déclaration de la Communauté internationale bahá'íe à la Conférence des Nations unies pour le changement climatique de Paris (COP 21).

Paris, le 23 novembre 2015

Le changement climatique provoqué par l'activité humaine n'est pas inévitable. L'humanité fait le choix de ses relations avec la nature. C'est là le cœur de la Conférence sur le climat de Paris (COP 21) dont les efforts, de diverses façons, sont centrés sur l'identification des moyens par lesquels de meilleurs choix peuvent être faits. L'ordre mondial actuel a souvent considéré la nature comme un réservoir de ressources matérielles à exploiter. Les graves conséquences de ce paradigme sont devenues trop évidentes aujourd'hui et il est clair que des relations plus équilibrées entre les peuples du monde et la planète sont nécessaires. La question posée aujourd'hui est la suivante : comment de nouveaux schémas d'action et d'interaction peuvent-ils être le mieux mis en place, aussi bien individuellement que collectivement, au travers de choix personnels, de systèmes sociaux et d'institutions publiques ?

L'adoption de l'Agenda des Nations unies pour un Développement durable 2030, avec ses dimensions sociales, économiques et environnementales, a accru la dynamique d'un changement profond. Pour la première fois, il semble possible d'arriver à un accord universel et juridiquement contraignant sur les émissions de carbone. Néanmoins, la durabilité se définit autant par des facteurs humains et sociaux qu'écologiques. Par exemple, une corrélation a été établie entre l'inégalité sociale et la dégradation environnementale, suggérant que les relations tissées entre les êtres humains entre eux ont un impact direct sur les ressources physiques de la planète. Les systèmes mondiaux qui ont laissé beaucoup de gens face à la pauvreté ou dans le besoin ont également appauvri l'environnement naturel.

Une approche plus équilibrée des problèmes de l'environnement devra donc prendre en compte les conditions humaines aussi sérieusement que les conditions naturelles. Celle-ci devra s'incarner dans des normes sociales et des modes d'actions caractérisés par la justice et l'équité. Sur cette fondation peut s'élaborer une vision évolutive de notre futur commun. Et cette vision, à son tour, deviendra un puissant mécanisme pour mobiliser les actions autour du monde et coordonner les nombreux efforts en des lignes d'actions qui se renforcent mutuellement.

Les fondations d'une nouvelle conscience

Mettre l'humanité sur la voie d'un futur plus durable implique des transformations dans les attitudes et les actions. Il est crucial de réformer les structures institutionnelles, ce qui sera d'ailleurs au centre des réunions de la COP 21. Mais au final, ce sont les gens, quels que soient leur rôle et leur place dans la société, qui mettent en pratique les politiques décidées par une administration centrale ou qui les ignorent, qui participent à des programmes bien conçus ou qui continuent à vivre comme avant. Chacun de nous a des moyens d'agir et aucune de nos décisions

n'est sans conséquence. Établir des schémas durables de vie collective et individuelle exigera non seulement de nouvelles technologies mais aussi une nouvelle conscience chez les êtres humains, y compris une nouvelle conception de nous-mêmes et de notre place dans le monde.

D'où viendra cette conscience ? Et où trouver la volonté et l'autodiscipline nécessaires pour l'incarner dans les innombrables villes et villages du monde ? Des qualités telles que la capacité à se sacrifier pour le bien-être de tous, à faire confiance et à être digne de confiance, à être satisfait, à donner librement et généreusement aux autres, ne découlent pas d'un simple pragmatisme ou de l'opportunisme politique. Elles proviennent plutôt des sources les plus profondes de l'inspiration et de la motivation humaine dont la foi a démontré qu'elle était un élément clé, tant dans l'efficacité des efforts de durabilité que dans les capacités de l'espèce humaine.

Il faut noter ici le rôle que la foi religieuse doit jouer. La religion s'est montrée une caractéristique de la civilisation humaine qui depuis l'aube de l'histoire a incité d'innombrables multitudes à se lever pour travailler au bien-être d'autrui. La religion offre une compréhension de l'existence et du développement humains qui élève le regard, du chemin rocailleux vers l'horizon lointain. Et dans la mesure où elle reste fidèle à l'esprit de ses fondateurs transcendants, la religion a été parmi les forces les plus puissantes pour créer de nouveaux et bienfaisants schémas de vie collective et individuelle.

La religion offre ainsi une source vitale d'engagement dans de nouveaux modes de vie quotidienne qui pourront se révéler être des défis. Il faut remarquer que les dirigeants religieux et les organisations religieuses sont de plus en plus actifs sur les questions de justice et d'environnement en relation avec le changement climatique. Mais la conviction religieuse ne se traduit pas automatiquement en service pour le bien commun. Il est tout à fait possible, par exemple, de rencontrer une congrégation d'adhérents bien intentionnés dont les actions contribuent très peu à l'amélioration de la société. Il est clair qu'il y a beaucoup à apprendre sur la façon dont de nobles idéaux s'expriment en actions dévouées et durables. En ce sens, les communautés religieuses peuvent être vues comme des communautés de mise en pratique au sein desquelles des enseignements spirituels sont traduits dans la réalité sociale. En leur sein, un processus de renforcement des capacités qui permet aux gens de toutes origines de participer à la transformation de la société peut être mis en route. Découvrir comment cela peut se déployer selon différents contextes et différentes cultures promet d'être un riche domaine d'exploration pour tous ceux qui travaillent sur les questions de durabilité.

Identifier les principes spirituels qui sont à l'origine des défis écologiques peut aussi être une clé pour formuler des actions efficaces. Que l'humanité ne constitue qu'un seul peuple, ou que la justice exige la participation de tous dans le travail de développement durable sont, par exemple, des principes qui reflètent la riche complexité de la nature humaine. Ils participent, ce qui est tout aussi important, à encourager la volonté et le désir nécessaires pour faciliter l'application de mesures pragmatiques. Identifier les principes sous-jacents à un problème donné et définir une action à la lumière de ses exigences est ainsi une méthodologie dont tout le monde peut bénéficier et auquel tout le monde peut contribuer : ceux qui ont un rôle religieux traditionnel, les gouvernants, le secteur des entreprises, la société civile et tous ceux impliqués dans l'élaboration d'une politique publique.

La base d'une action collective

Les initiatives sur les questions de durabilité trouvent souvent leur origine dans le sentiment que nous vivons tous sur la même planète. Bien entendu, il n'est pas question d'ignorer les inquiétudes partagées telles que les problèmes de changement climatique, de migration transnationale et de pandémies, mais une transformation réelle des modes de vie individuels et collectifs exige une compréhension bien plus profonde de l'interdépendance de la biosphère planétaire. Les peuples et l'environnement sont les éléments interconnectés d'un système organiquement intégré. À ce moment de l'histoire, aucun des deux ne peut être compris sans l'autre.

De ceci découle l'idée même de l'unité organique de l'espèce humaine. Le concept de l'humanité constituant un seul peuple, aussi simple en apparence qu'il puisse paraître dans le langage courant, a de nombreuses implications dans l'élaboration d'actions efficaces à tous les niveaux. La COP 21, par exemple, peut être vue comme l'occasion d'appréhender plus profondément les implications pratiques de l'unité de l'humanité, notamment l'obligation de traduire la responsabilité morale que nous avons, les uns envers les autres et envers la nature, en accords concrets, en démarches et en plans d'action.

Une conscience toujours plus riche et profonde de l'unité du genre humain est la seule manière de surmonter les obstacles inhérents aux dichotomies riches / pauvres, Nord / Sud, développés / en développement. Désigner les choses ainsi n'est pas sans fondement puisque certains pays ont effectivement plus de ressources financières que d'autres, mais alors que ces réalités ne peuvent être ignorées, elles ne devraient pas pour autant paralyser une action constructive. Au contraire, elles devraient être incorporées à la vision qu'un monde intégré, prospère et durable ne sera pas bâti par « nous » travaillant avec « eux », mais par nous tous travaillant pour le compte de tout le monde.

Ce principe d'unité de l'humanité éclaire les profondes relations qui existent entre élever le bien-être des peuples et inverser la courbe de la dégradation environnementale. Il est vrai que l'empreinte écologique de certaines régions dépasse de loin celle de certaines autres. C'est une réalité qui devra être traitée à la fois par un choix volontaire et par une régulation gouvernementale. Mais tout aussi importante sera la tâche qui consiste à sortir des milliards d'êtres humains de la pauvreté par des moyens qui non seulement réduiront les dommages causés à l'environnement mais l'amélioreront rapidement. Satisfaire aux besoins sociaux dans le contexte des besoins environnementaux répond aux impératifs moraux urgents du changement climatique. Mais le bien-fondé de ce principe est également extrêmement pragmatique dans la mesure où le changement climatique exige des actions urgentes et que les bénéfices tirés de ces actions seront d'autant plus importants qu'elles seront prises plus tôt.

Les efforts de cette nature établissent aussi la base sur laquelle les peuples et la planète pourront être valorisés aussi explicitement que le profit l'a été. L'idée selon laquelle la poursuite exclusive des gains financiers conduit trop souvent à la destruction des systèmes naturels et des vies humaines est largement acceptée aujourd'hui. Cet héritage rend profondément ambivalent le rôle que les entreprises et le monde financier devraient jouer dans les efforts de durabilité. Aussi complexes et difficiles à résoudre que ces questions puissent être, il semble impératif que des efforts sincères soient mondialement intégrés dans un effort juste qui évite toute forme d'exclusion, source d'opposition, d'hostilité, d'agressivité et de méfiance.

Refondre les relations pour une planète durable

Le principe de l'unité de l'humanité a des implications à tous les niveaux de relations. Le libre arbitre et l'action gouvernementale sont souvent subtilement opposés, comme si l'un ou l'autre détenait ou méritait une préférence. En réalité, bien sûr, les deux sont nécessaires. Tout accord ou protocole au niveau gouvernemental sera insuffisant si les individus n'adoptent pas des styles de vie et des comportements plus durables. De la même façon, les seules actions individuelles – économiser l'eau et réduire les déchets par exemple – seront insuffisantes si le gouvernement ne fait pas les changements nécessaires au niveau structurel. Tout aussi importante est la communauté qui, en tant qu'unité distincte de civilisation, avec ses qualités et capacités propres, a un rôle unique et vital qui ne peut être ignoré. Une intégration croissante entre ces trois niveaux sera nécessaire si l'on veut réaliser des progrès sur le long terme.

À quoi cela peut-il ressembler en pratique ? Les habitudes de consommation peuvent servir d'illustration. Prenons des gens convaincus de l'intérêt du recyclage, par exemple, mais qui vivent dans des quartiers sans centres de recyclage ou de compostage. Sans le soutien du gouvernement, les possibilités d'un changement individuel sont alors très réduites. L'action institutionnelle pour créer un environnement propice est nécessaire. Le gouvernement a un rôle vital à jouer dans l'élaboration des politiques, des lois et des règlements qui seront nécessaires pour soutenir les actions et les comportements désirés.

Mais ce cadre ne fait que planter le décor. Car au final, ce sont les individus qui prennent l'initiative d'adopter de nouvelles manières d'agir ou continuent à vivre comme d'habitude. Le comportement humain et la prise de décision personnelle sont donc fondamentaux pour la réussite des efforts de durabilité, particulièrement dans le domaine des valeurs, de l'éthique et de la morale. Ces qualités peuvent sembler floues ou quelque peu "molles" mais les changements de style de vie ne dureront pas si ce qui dirige notre comportement, c'est-à-dire nos attitudes et nos croyances, ne change pas aussi. Les habitudes de consommation ne changeront pas si le fait de posséder et l'accumulation constante de biens de luxe continuent à être considérés comme de puissants symboles de succès et d'importance sociale. Élaborer des manières de vivre plus durables exigera donc un dialogue continu sur la nature humaine et les conditions sine qua non du bien-être.

Comment faire naître ce dialogue ? Le gouvernement peut y contribuer par des actions éducatives et par des efforts pour que les parties prenantes s'engagent. Mais la communauté a un rôle vital à jouer en rendant possible le dialogue sur les choix et les comportements. Les politiques municipales ou régionales pour la conservation de l'eau sont-elles considérées comme un progrès ou comme un tracass inutile ? Les décisions collectives concernant les infrastructures sont-elles enrichies par une vision commune du futur ou bien les individus ne s'occupent-ils principalement que d'eux-mêmes ? Les qualités d'une culture qui donne corps à de telles questions apparaissent dans le contexte de la communauté. La communauté peut offrir le cadre dans lequel participants, origines, talents et efforts divers se combinent pour réaliser changements et progrès. Elle offre aussi un espace important au sein duquel la population peut arriver à un consensus sur des objectifs et des buts communs et construire une vision partagée du futur. La liste qui s'allonge de ces villes qui prennent des décisions bien plus fortes que leurs gouvernements sur des questions climatiques n'est qu'un exemple du pouvoir inhérent à une communauté capable de poursuivre un but commun grâce à des efforts coordonnés.

Explorer de nouvelles formes d'interaction entre les différents acteurs de la société, tels qu'individus et institutions, sera au centre de la tâche qui consiste à construire des relations plus durables avec la nature et entre les différentes parties de la famille mondiale. Ce travail de réponse au défi du changement climatique mondial tourne, en dernière analyse, autour d'un but : que les humains vivent bien, ce qui est le but que les peuples et les cultures du monde entier cherchent à atteindre. C'est là que peut être trouvé le puissant point d'unité pour soutenir le travail à venir. Nous sommes confiants dans le fait que les efforts des participants à la COP 21 contribueront à la construction d'une solide fondation sur laquelle le bien-être et la prospérité de l'humanité pourront être poursuivis toujours plus efficacement pour cette génération et les générations futures.